



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Epidémie de Covid-19 - Dispositif d'aide au paiement des loyers et redevances pour le mois de décembre 2020 à destination des entreprises occupantes de bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole et en situation de fermetures administratives durant le mois de décembre 2020 à la suite de l'application du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 - Approbation - Autorisation de signature.

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, comme tous les territoires, est confrontée à une crise sanitaire et économique sans précédent depuis le mois de mars 2020 avec des conséquences importantes pour son tissu économique.

En tant qu'interlocuteur majeur du monde économique, Montpellier Méditerranée Métropole met en place des mesures économiques exceptionnelles, afin de limiter l'impact de la crise, en complémentarité des aides gouvernementales et régionales. Ces mesures sont adaptées en fonction de la situation et des besoins spécifiques identifiés pour opérer de manière efficiente. Durant cette période de crise sanitaire et économique, il est plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique du territoire qui subit une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs depuis le mois de mars 2020 et qui touche particulièrement les petites et moyennes entreprises.

La Métropole souhaite poursuivre son soutien aux entreprises occupantes de ses bâtiments à vocation économique et encore soumises à des fermetures administratives durant le mois de décembre 2020.

La Métropole propose ainsi de mettre en place une aide à l'immobilier d'entreprise correspondant au montant du loyer ou de la redevance du mois de décembre 2020 hors charges dus pour l'occupation des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette aide sera valorisée sous la forme d'une exonération de loyer hors taxes et hors charges sur la période en cours ou sur la période suivante si les sommes ont déjà été perçues.

Cette aide sera plafonnée à un montant maximum de 5 000 € TTC/mois.

Ne sont pas concernés par ce dispositif d'aide à l'immobilier les titulaires d'un titre d'occupation conféré par un contrat de la commande publique, les concessionnaires et délégataires de service public de la Métropole, les sociétés sportives au sens des articles R.122-1 et suivants du Code du sport, ainsi que les occupants du domaine public immatériel de la Métropole, les associations loi 1901 ainsi que les autorisations consenties à des fins de publicité (enseignes et pré-enseignes comprises).

Dans le cas où la redevance d'occupation est scindée en une part fixe et une part variable, seule la part fixe est prise en charge au titre de la présente aide.

Ce dispositif s'appuie sur :

- les articles L.1511-3 et R.1511-4 à R.1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- le Code du Sport, notamment ses articles R.122-1 et suivants relatifs aux sociétés sportives,
- le Code de commerce et notamment ses articles L.611-1 et suivants relatifs aux entreprises en difficulté,
- l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale,
- la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 n°2020/C911/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 € le seuil des aides dites de minimis,
- la Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises,
- le Décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique.

Les occupants du domaine public métropolitain remplissant les conditions visées ci-dessous bénéficieront d'une aide à l'immobilier d'entreprise correspondant au montant de la redevance hors charges du mois de décembre 2020 dues pour l'occupation des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Peuvent bénéficier des aides, les personnes physiques et morales de droit privé régulièrement autorisées par Montpellier Méditerranée Métropole à exercer une activité économique au sein de ses locaux et/ou sur la voirie métropolitaine et répondant aux conditions ci-après :

1°Avoir une activité placée sous fermeture administrative durant le mois de décembre 2020 à la suite de l'application du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 en particulier les entreprises ayant les activités suivantes :

- salles d'auditions, de cinéma, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiple ;
- restaurants et débits de boissons, sauf pour leurs activités de livraison et de vente à emporter, le "room service" des restaurants et bars d'hôtels et la restauration collective sous contrat ;
- les résidences de tourisme, les villages de vacances, les campings (sauf pour les personnes dont c'est le domicile régulier) ;
- salles de danse et salles de jeux ;
- salles de sport.

2° Ne pas avoir perçu l'aide au paiement du loyer « L'OCCAL LOYERS » au titre du mois de décembre 2020 à destination des entreprises occupant des locaux du parc privé mise en place par Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie. Si un dossier de demande d'aide au paiement du loyer du parc immobilier privé a été déposée, elle devra faire l'objet d'une renonciation expresse de la part de l'entreprise qui souhaite bénéficier de la présente aide.

3° Être à jour du paiement des appels de loyers ou titres de recettes émis avant le 1^{er} juillet 2020 relatifs aux loyers ou redevances dus à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'autorisation d'exercer une activité économique au sein des locaux et/ou espaces. Cette condition s'apprécie à la date de publication de la présente délibération. A la date d'ouverture de l'état d'urgence sanitaire, être à jour de leurs obligations sociales et fiscales au sens de l'article R.1511-4-2 du Code général des collectivités territoriales, et ne pas être sous le coup d'une des procédures prévues par les articles L.611-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux entreprises en difficulté.

4° Ne pas dépasser un des trois seuils définissant la catégorie des PME au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 et du décret n° 2008-1354. Ces seuils sont calculés sur la base des chiffres et effectifs de l'entreprise occupante auxquels viennent s'ajouter les chiffres et effectifs de toutes les personnes physiques et morales détenues par elle ou dont elle dépend, de façon directe ou indirecte, ce qui comprend notamment le cas des succursales et holdings.

5° Ne pas avoir perçu plus de 800 000 euros d'aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux sur les trois derniers exercices.

L'attribution des aides fera l'objet d'une convention entre chaque occupant et Montpellier Méditerranée Métropole. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les conditions d'exonérations de loyers et redevances des occupants des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver les termes des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois de décembre 2020 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Joël RAYMOND.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153395-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- cONVENTION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.